

Avis voté lors de l'Assemblée plénière du 9 janvier 2013

Efficacité énergétique : un gisement d'économies ; un objectif prioritaire

Déclaration du groupe de l'UNSA

L'UNSA partage le propos introductif démontrant le lien qui existe entre l'évolution de nos modes de vie et la consommation énergétique. Dans ce cadre, l'UNSA estime que la poursuite de la croissance doit s'appuyer sur l'amélioration significative de l'efficacité énergétique.

L'objectif de 20 % d'économies d'énergie nous paraît prioritaire, cependant, la notion de contrainte dans le document ne nous semble pas suffisamment argumentée. Par ailleurs, l'UNSA s'interroge sur la préconisation visant à faire de la France une sorte de *leader* au niveau européen en faveur des directives éco conception et étiquette énergie plus ambitieuses alors que notre pays, comme le démontre plusieurs fois l'avis, est en retard par rapport à ses partenaires européens.

L'UNSA considère que la rénovation énergétique des bâtiments constitue la principale priorité. Encore faut-il élaborer une analyse avantages-coûts, comme le préconise l'avis dans le cadre d'une étude macro-économique. En ce sens, la préconisation d'une démarche progressive nous paraît intéressante. Elle permet de lancer immédiatement un processus de rénovation légère et étalée dans le temps, permettant une meilleure gestion des arbitrages économiques et une meilleure prise en compte des possibilités financières des ménages. Sur ce dernier point, nous estimons que les pouvoirs publics doivent se donner les moyens de cette rénovation, en favorisant les aides directes en faveur des ménages.

L'UNSA s'interroge sur l'écart entre l'objectif d'amélioration de 1 million de logements par an annoncé par le Président de la République et les autres, repris dans l'avis, qui semblent limiter ces rénovations à 500 000 logements par an. Elle estime, de plus, que la réduction des émissions de gaz à effet de serre est, certes, nécessaire mais non suffisante. Ne faut-il pas, également, s'interroger sur les rejets polluants dus à l'utilisation massive de carburants comme le gazole ou certains effets pervers qui ont conduit au développement dans le neuf du chauffage au gaz naturel ?

L'UNSA regrette que le rôle donné aux pouvoirs publics dans cette efficacité énergétique ne soit pas accompagné d'un volet explorant les sources de financement nécessaire à toutes ces actions. Dans ce cadre, il est même regrettable que dans le même temps, l'avis demande, à juste titre, de nouveaux financements et déplore l'augmentation de la TVA sur les travaux immobiliers sans proposer d'autres recettes fiscales. Elle approuve l'orientation élargissant l'efficacité énergétique à la gestion globale de l'énergie, la coopération entre professionnels et la maîtrise des coûts. Elle partage le lien que fait l'avis entre développement de l'emploi, formation professionnelle initiale et continue, travaux immobiliers, meilleure organisation du travail, et efficacité énergétique.

L'UNSA approuve les recommandations plaçant la Caisse des dépôts et consignations et la Banque publique d'investissement au centre du dispositif d'accompagnement. Pour nous, ces deux organismes sont les seuls à avoir la capacité et la proximité nécessaire à une action rapide et décentralisée. Il convient cependant de s'interroger plus longuement sur la précarité énergétique, l'avis n'y consacre, hélas, que quelques pages. C'est, encore pour nous, un problème de moyens et de financement qui se pose ; il convient de positionner cette précarité dans le cadre général de la situation économique et de la lutte pour des emplois décents. Cette réflexion considérant qu'il est inacceptable que des citoyens ne bénéficient pas de la solidarité nationale est encore renforcée au niveau de l'Outre-mer. S'agissant des filières industrielles, l'UNSA soutient fermement les considérations contenues dans l'avis. Sur l'agriculture, l'UNSA demande de dépasser la démarche de diagnostic pour mettre en place une mutualisation des bonnes pratiques et développer la formation dans le domaine du verdissement des pratiques agricoles.

Même si cet avis nous semble parfois manquer d'ambition au niveau des financements et des aides, notamment pour l'immobilier, les analyses et la plupart des préconisations rejoignent les préoccupations du groupe de l'UNSA qui a approuvé l'avis.